



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'Infrastructure de la Défense
de Papeete**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION PHASE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Pouvoir adjudicateur

ETAT – MINISTERE DES ARMEES
Direction de l'infrastructure de la défense de PAPEETE (DID-PPT)
BP 9154 - 98715 PAPEETE - CMP

Conducteur d'opération

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
DID PAPEETE
Section conduite d'opérations

Objet du marché

DIDPPT25002
Polynésie Française – Ile de Tahiti – Toutes emprises –
Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande lié à la réalisation de missions
de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs
pour les opérations de 2^{ème} et 3^{ème} catégories.

Remise des candidatures

Date limite de réception : Lundi 16 juin 2025
Heure limite de réception : **11h30** (heure de la Polynésie Française)

CONTRAT SENSIBLE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 . POUVOIR ADJUDICATEUR – CORRESPONDANTS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE.....	3
ARTICLE 2 . OBJETS ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 . CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 4 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE.....	5
4-1. Conditions générales relatives au marché.....	5
4-1.1 Cautions et garanties demandées.....	5
4-1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4-2. Forme juridique en cas de groupement.....	5
4-3. Délai de validité des offres	5
4-4. Motifs d'exclusion	6
4-5. Transmission des moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion	6
ARTICLE 5. 1^{ERE} PHASE - PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	6
5.1 Dossier de candidature.....	7
5.2 Critères de sélection des candidatures.....	8
ARTICLE 6. 2^{EME} PHASE - PRESENTATION DES OFFRES.....	8
6-1. Critères de jugement des offres.....	8
6-2. Modalités de notation et de pondération des critères :	9
ARTICLE 7 – ECHANGES DURANT LA PROCEDURE - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11

Annexe 1 au RC : Demande de contrôle primaire

Annexe 2 : Guide de remplissage de demande de contrôle primaire

ARTICLE 1 . POUVOIR ADJUDICATEUR – CORRESPONDANTS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE.

1-1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

Etat- Ministère des Armées - Service d'Infrastructure de la Défense

Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense

Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete.

BP 9154

98 716 PIRAE CMP

Tahiti – Polynésie Française

L'acheteur est le directeur d'infrastructure de la défense de Papeete.

1-2. Correspondants

Correspondant administratif :

Marie-Ange VAHINETUA – Tél : 40 46 31 16 – Mail : marie-ange.vahinetua@intradef.gouv.fr

Anne-Christelle DAUTRICOURT – Tél : 40 46 34 35 – Mail : anne-christelle.egalon@intradef.gouv.fr

Correspondant technique :

Clément BAGUR – Tél: 40 46 30 75 – Mail : clement.bagur@intradef.gouv.fr

ARTICLE 2 . OBJETS ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

2-1 Objet de la consultation

La présente consultation est organisée en vue de la désignation de prestataires de services auxquels sera confié, par bons de commande, des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) concernant des opérations de 2^{ème} et 3^{ème} catégories relevant de la direction de l'infrastructure de la Défense de Papeete.

Les travaux auxquels se rapporteront les missions SPS concernent le bâtiment, le génie civil ou l'infrastructure industrielle.

Il est conclu pour une période d'un an ferme renouvelable 3 fois – par reconduction tacite – pour une durée d'un an.

Le marché est à lot unique sans montant minimum et avec un montant maximum :

- Annuel de 100 000 € HT soit 11 933 174 XPF HT
- Sur 4 ans de 400 000 € HT, soit 47 732 697 XPF HT

2-2 Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- Les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- La présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- Les modalités de remise des plis ;
- Les documents et renseignements à fournir pour l'évaluation des candidatures ;
- Les critères utilisés pour le jugement des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de sa candidature.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

2-3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué :

- Du présent règlement de la consultation ;
- Des imprimés DC1 et DC2,
- De la fiche demande de contrôle primaire,
- D'une fiche d'autocontrôle.

ARTICLE 3 . CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. Mode de passation

La consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres restreint en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11 du code de la commande publique.

Le marché sera un accord-cadre multi-attributaires sans montant minimum et avec un montant maximum global défini pour la durée totale de quatre (4) ans, exécuté par bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique :

- Annuel de 100 000 € HT, soit 11 933 174 XPF ;
- Sur 4 ans de 400 000 € HT ; soit 47 732 697 XPF

3-2. Nomenclature pertinente

Code CPV : 71317210-8 : Services de conseil en matière de de santé et de sécurité.

3-3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats devront présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

3-4. Durée et délai d'exécution du marché

La durée du présent accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de un an à partir de sa notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement au maximum trois (3) fois.

La durée maximale de l'accord-cadre ne saura excéder quatre (4) ans, toutes périodes de reconduction incluses.

3-5. Options - Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet.

3-6. Décomposition en tranches et en lots

Sans objet

3-7. CCAG applicable

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles fera référence sauf dérogations mentionnées dans le Cahier des Clauses Particulières.

3-8. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre des marchés de travaux est assurée, suivant l'opération par :

L'Etat – Ministère des Armées – Direction de l'infrastructure de la défense de Papeete, dans les conditions précisées sur chaque bon de commande ;

3-9. Autres intervenants

Dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux, chaque bon de commande précisera les noms et qualités des éventuels intervenants (contrôle technique, assistance à maîtrise d'ouvrage, etc...).

3-10. Visite des lieux

Il n'est pas prévu de visite des lieux par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

4-1. Conditions générales relatives au marché

4-1.1 Cautions et garanties demandées

Sans objet.

4-1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des armées.

A) Prix du marché :

Le présent marché sera conclu à prix unitaires. Les prix du marché révisables.

B) Mode de règlement :

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

C) Délais de paiement :

Le paiement des acomptes et du solde interviendra dans un délai maximum de **trente (30) jours**.

4-2. Forme juridique en cas de groupement

Le présent accord-cadre est multi-attributaires. L'acheteur retiendra au maximum 3 attributaires.

Le marché sera attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement solidaire d'opérateur économiques.

En cas de groupement solidaire ou conjoint, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, il représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et du maître d'œuvre pour l'exécution du marché, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des co-traitants pour l'exécution du marché pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur

4-3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4-4. Motifs d'exclusion

L'acheteur vérifie que les candidats :

- n'entrent dans aucun des cas de motifs d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L.2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique,
- disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Conformément à l'article L. 2141-12 du code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation du marché, placé dans l'une des situations d'exclusion mentionnées précitées, il en informe sans délai l'acheteur. Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat pour ce motif.

4-5. Transmission des moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, l'acheteur demandera à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché public, les preuves que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique une déclaration sur l'honneur.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L 2141-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents.

Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254.5 du code du travail,

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K-bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement..

ARTICLE 5. 1^{ère} PHASE - PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

La première phase « candidature » consiste en l'analyse et le classement des candidatures en vue de retenir 2 à 4 candidats pour participer à la deuxième phase « offre ».

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à 2,

l'acheteur peut continuer la procédure avec le seul candidat sélectionné.

Les candidats auront à produire un dossier de candidature complet.

Ce dossier comprendra les pièces mentionnées ci-après datées et signées en tant que de besoin.

5.1 Dossier de candidature

Le projet de marché est un marché sensible, conformément aux dispositions de l'article 78 de l'IGI 1300.

La recevabilité de la candidature est subordonnée pour les candidats à la fourniture :

- d'un extrait du registre du commerce et des sociétés (K Bis) ou équivalent datant de moins d'un an,
- de l'exemplaire renseigné de la **demande de contrôle primaire de la personne morale** (personne morale mentionnée sur le K Bis ayant le pouvoir d'engager la société) jointe en **annexe 1** du présent RC.

NB : Ces documents sont également à fournir pour chaque sous-traitant déclaré dans l'offre.

Aux termes de l'article 78 de l'IGI 1300 susmentionnée, dans le cadre de l'instruction d'une demande de contrôle élémentaire de la personne morale pour un candidat, un avis avec réserve du service enquêteur compétent pour le ministère des armées peut conduire l'acheteur à écarter la candidature concernée.

Le dossier administratif comprend les renseignements ou documents permettant d'évaluer l'expérience du candidat, ses capacités professionnelles, techniques et financières .

En cas de groupement, ces documents sont à fournir tant par le mandataire que par le(s) cotraitant(s) (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

Le dossier du soumissionnaire comprendra les documents suivants :

A – un dossier de candidature :

Le dossier administratif comprend les renseignements ou documents permettant d'évaluer l'expérience du candidat, ses capacités professionnelles, techniques et financières.

En cas de groupement, ces documents sont à fournir tant par le mandataire que par le(s) cotraitant(s) (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (modèle DC1)

Devront être joints, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager la ou les sociétés concernées.

- Une déclaration du candidat (modèle DC2)

Justificatifs concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

- 1) déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la procédure pour les trois dernières années;

Niveau spécifique minimal exigé : La moyenne des trois derniers chiffre d'affaires disponibles, relatifs aux prestations objet de la procédure, doit être supérieure à : 100 000 € HT

- 2) en cas d'existence d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre du candidat (ou procédure étrangère équivalente), fournir une copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire,

- 3) description des effectifs du candidat et importance du personnel d'encadrement à la date de la candidature ainsi que le matériel et les moyens dont l'entrepreneur dispose en propre pour l'exécution des prestations,
- 4) références de prestations exécutées par le candidat et représentatifs de l'objet du marché. Il y aura lieu de joindre un dossier de références de prestations de technicité similaire exécutés durant les trois (3) dernières années en indiquant notamment le montant, la date et la qualité du bénéficiaire ou de produire le ou les certificats professionnels en cours de validité se rapportant à l'objet du marché.
- 5) la preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- 6) une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier :
 - qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, de condamnations ou d'infractions lui interdisant l'accès à la commande publique;
 - qu'il est en règle quant à ses obligations au regard des articles du Code du travail de Polynésie Française concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NOTA 1

Deux entreprises concurrentes ne peuvent être représentées par une même personne, ni avoir des liens entre elles de nature à fausser le jeu de la concurrence, sous peine de rejet de leurs candidatures.

5.2 Critères de sélection des candidatures

La sélection des candidatures portera sur les critères suivants :

Libellé	Détail du critère	Note
1 – Capacités professionnelles	Evaluation des références professionnelles (CV, expériences professionnelles, qualifications...)	sur 40 points
2 – Capacités techniques	Evaluation des références de prestations similaires réalisées par le candidat au cours des trois dernières années	sur 60 points

ARTICLE 6. 2^{ème} PHASE - PRESENTATION DES OFFRES

A l'issue de la phase de candidature, les candidats seront agréés par l'acheteur au regard de l'évaluation de leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Les candidats sélectionnés seront ensuite invités à présenter leur offre.

Les conditions de présentation de l'offre accompagneront cette invitation.

6-1. Critères de jugement des offres

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera apprécié en fonction des critères pondérés ci-après :

- critère A « coût des prestations » affecté d'une pondération de 80,
- critère B « valeur technique de l'offre » affecté d'une pondération de 20.

L'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

6-2. Modalités de notation et de pondération des critères :**6-2.1 Notation du critère «coût des prestations» (sur 100 points)**

La notation du critère « coût des prestations » sera appliquée comme suit : sur 100 points.

- offre conforme et économiquement la plus avantageuse : 100 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre :

offre conforme et économiquement la plus avantageuse

[-----] X 100]

montant de l'offre considérée

6-2.2 Notation du critère « valeur technique » (sur 100 points)

La notation du critère « valeur technique » sera appliquée comme suit : sur 100 points

Sous-critère 1 – Capacité de l'entreprise et procédures	Organisation, processus pour traiter, gérer les demandes. Présentation des procédures pour la mise en œuvre de la sécurité des travailleurs et la gestion de la co-activité.	10 pts
Sous-critère 2 – Moyens humains spécialisés dédiés pour la mission	Liste des coordonnateurs SPS affectés aux prestations : - avec leurs titres d'études et professionnels et leur expérience avec les références détaillées sur des opérations de 2 ^{èmes} et 3 ^{èmes} catégories avec des maîtres d'ouvrage publics ; - avec les moyens techniques et informatiques.	50 pts
Sous-critère 3 – Qualité des livrables types	Présentation des livrables types attendus aux différents stade de la mission : 1 exemple de registre journal de la coordination + 1 exemple de PGC de 2 ^{ème} catégorie + 1 exemple de PGC simplifié de 3 ^{ème} catégorie + un exemple de notice de sécurité de protection santé + 1 exemple de DIUO.	40 pts

6-2.3 Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire sera constituée par l'addition de :

- La note de critère A « coût des prestations » affectée du coefficient 0,80,
- La note de critère B « valeur technique » affectée du coefficient 0,20.

6-3. Rectification des erreurs dans les prix du marché

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'état des prix forfaitaires, celle-ci n'ayant pas valeur contractuelle, c'est le montant porté à l'acte d'engagement qui fera seul foi.

ARTICLE 7 – ECHANGES DURANT LA PROCEDURE - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**7-1. Echanges durant la procédure**

Nota : pendant toute la durée de la consultation, les échanges entre l'acheteur et les candidats se feront dans la mesure du possible via la messagerie sécurisée sur le site : www.marches-publics.gouv.fr.

Aussi l'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation ainsi que dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission d'informations ou de documents dans le cadre de la présente consultation.

Il appartient donc au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas relevé son courrier en temps utile.

7-2. Remise des plis

Deux modes de transmission sont possibles :

- par voie « papier » : les offres sont remises soit contre récépissé au Service Achats Infrastructure de la DID, soit par voie postale en recommandé avec accusé-réception à l'adresse mentionnée ci-dessous.
- par voie « électronique » : sur la plate-forme des achats de l'état (PLACE) selon les modalités précisées ci-après.

Nota :

Le candidat choisit librement l'un de ces modes de transmission pour l'ensemble de la procédure et ne peut pas transmettre son offre simultanément par voie « électronique » et par voie « papier », hormis l'éventuelle copie de sauvegarde telle que mentionnée au paragraphe B ci-après.

A/ Transmission par voie « papier »

L'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une seule et même enveloppe.

Toutefois, pour faciliter leur traitement administratif, il est recommandé de présenter séparément les documents relatifs à la candidature et à l'offre énumérés respectivement au 5 ci-dessus. Ces trois dossiers sont ensuite présentés dans une enveloppe unique désignée ci-après par le terme « enveloppe intérieure ».

L'**enveloppe intérieure** sera close par tout moyen permettant d'en assurer la confidentialité et portera les mentions suivantes :

Direction d'infrastructure de la Défense de Papeete

Projet n°DIDPPT25002

POLYNESIE FRANCAISE - ÎLE DE TAHITI – Toutes emprises – Accord-cadre lié à la réalisation de Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les opérations de 2^{ème} et 3^{ème} catégories - CSPS

Avec la mention : « **Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis** »

L'enveloppe intérieure sera remise contre récépissé à la section achat infrastructure, caserne LCL Broche – Arue - aux jours et horaires suivants :

- les lundi, mardi et jeudi de 7h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00,
- les mercredi et vendredi de 7h30 à 11h30.

En cas de transmission par la voie postale, l'enveloppe intérieure sera insérée dans une **enveloppe extérieure** et envoyée, en recommandé avec demande d'avis de réception, à l'adresse suivante :

**Direction d'infrastructure de la défense de Papeete
Division administration – Section achat infrastructure
BP 9154 – 98716 PIRAE CMP TAHITI – Polynésie Française**

B/ Transmission par voie « électronique »

Pré-requis nécessaires.

Les opérateurs économiques devront au préalable s'inscrire (**inscription gratuite**) sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr, puis s'identifier pour déposer leur pli.

Nota 1 : l'opérateur économique devra vérifier que ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées. Il lui est vivement conseillé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse.

Nota 2 : pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises

Nota 3 : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. **Tout pli reçu après la date de dépôt ne sera pas admis.** Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Il est vivement recommandé au candidat de tester la configuration de son poste (proposé sur la page d'accueil de PLACE) au préalable, avant de déposer son pli.

Mode de réponse.

- Pour cette consultation, la signature électronique de l'offre n'est pas requise.
- Les documents doivent être compressés avant transmission. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc...) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.
- Parallèlement à l'envoi électronique, les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre également une copie de sauvegarde par voie postale ou contre-récépissé. Le pli devra porter obligatoirement la mention « **copie de sauvegarde** ». Cette copie ne pourra être prise en considération que si elle est parvenue à la DID de Papeete dans le délai prescrit pour le dépôt. Elle ne sera ouverte que si le pli transmis sur PLACE n'a pas pu être ouvert.

Rappel : pour cette consultation, la signature électronique n'étant pas requise, le dépôt de documents signés puis scannés est accepté.

Assistance :

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis [le lien suivant Assistance](#) ou en cliquant sur la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), que vous pouvez filtrer par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

**NOTA : Dans l'un ou l'autre cas, l'offre du candidat devra être réceptionnée avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement.
Les offres arrivées hors délai seront éliminées.**

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir à l'acheteur **au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.**

La question pourra être adressée :

- via la messagerie sécurisée de PLACE sur le site : www.marches-publics.gouv.fr
Sur la page d'accueil, cliquer sur « recherche avancée », puis saisir la référence de la consultation :

Projet n°DIDPPT25002

POLYNESIE FRANCAISE – ILE DE TAHITI – TOUTES EMPRISES

Accord-cadre lié à la réalisation de Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les opérations de 2^{ème} et 3^{ème} catégories – CSPS

- Utiliser le bouton « accès à la consultation », puis l'onglet n° 2 « poser une question ».

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

Les questions et les réponses de l'acheteur, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur PLACE.

NOTA : Pour être informés de ces échanges, les candidats devront impérativement s'être identifiés et avoir mentionné leur adresse mail lors du téléchargement de la consultation.

A ARUE, le

07 MAI 2025

L'ingénieur en chef de 1^{ère} classe Philippe LEHERISSIER
Directeur d'infrastructure de la défense de Papeete